



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 15 NOV. 2018

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

SPE1/IF

## ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 1996 régissant le fonctionnement des activités de la société KUEHNE et NAGEL dans son établissement situé 590, rue André Ampère Z.I du Chapotin à CHAPONNAY ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 22 octobre 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 22 octobre 2018 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux le 18 octobre 2018 a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- la société KUEHNE et NAGEL n'a plus la maîtrise foncière du site et qu'elle n'a plus que des activités et des effectifs limités sur le site ;
- que la société STEFF apparaît comme l'opérateur industriel du site ;

CONSIDÉRANT que l'organisation actuelle de l'établissement ne permet pas de garantir le respect des dispositions des arrêtés préfectoraux encadrant l'exploitation du site sous la responsabilité de la société KUEHNE et NAGEL ;

CONSIDÉRANT que cette modification des conditions d'exploitation des installations n'a pas été portée à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R512-46-23 du code de l'environnement et de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 février 1996 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'exiger de la société KUEHNE et NAGEL qu'elle régularise la situation administrative de son site

- en portant à la connaissance du préfet sous 3 mois la modification des conditions d'exploitation du site,
- en démontrant que l'organisation actuelle du site permet de respecter les dispositions réglementaires encadrant l'exploitation du site sous la responsabilité de la société ;

CONSIDÉRANT que la situation administrative du site peut également être régularisée par la déclaration :

- d'un changement d'exploitant ,
- de la cessation de ses activités, ce qui conduirait à supprimer les droits à exploiter existant pour le site ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société KUEHNE + NAGEL, 590, rue André Ampère Parc d'affaires du Chapotin à CHAPONNAY, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles R512-46-23 du code de l'environnement et 1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 février 1996 susvisé, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en portant à la connaissance du préfet sous 3 mois la modification des conditions d'exploitation du site,
- en démontrant que l'organisation actuelle du site permet de respecter les dispositions réglementaires encadrant l'exploitation du site sous la responsabilité de la société.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

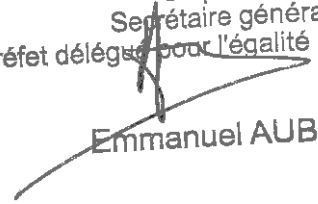
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental par intérim de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHAPONNAY,
- à l'exploitant.

Lyon, le

15 NOV. 2018

Le Préfet,  
Le préfet  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances  
  
Emmanuel AUBRY

